



Christine Verschuur, Isabelle Guérin et Isabelle Hillenkamp

Effervescences féministes
Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie
solidaire, repenser la valeur

Graduate Institute Publications

Réflexions finales : effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire et repenser la valeur

Isabelle Guérin, Isabelle Hillenkamp et Christine Verschuur

DOI : 10.4000/books.iheid.8485

Éditeur : Graduate Institute Publications, L'Harmattan, The Graduate Institute | Geneva

Lieu d'édition : Genève, Paris

Année d'édition : 2021

Date de mise en ligne : 20 juillet 2021

Collection : Cahiers genre et développement

EAN électronique : 9782940600311



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2021

Ce document vous est offert par Geneva Graduate Institute



Référence électronique

GUÉRIN, Isabelle ; HILLENKAMP, Isabelle ; et VERSCHUUR, Christine. *Réflexions finales : effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire et repenser la valeur* In : *Effervescences féministes : Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur* [en ligne]. Genève, Paris : Graduate Institute Publications, 2021 (généré le 14 juillet 2022).

Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/8485>>. ISBN : 9782940600311. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.iheid.8485>.

Ce document a été généré automatiquement le 28 janvier 2022.

Réflexions finales : effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire et repenser la valeur

Isabelle Guérin, Isabelle Hillenkamp et Christine Verschuur

NOTE DE L'ÉDITEUR

Référence papier : I. Guérin, I. Hillenkamp et C. Verschuur, 2021. 'Réflexions finales : effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire et repenser la valeur', in C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp (Dir.) *Effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur*, Coll. Éclairage n°2, 175–196. Paris : L'Harmattan. Acheter le .pdf chapitre éditeur.

- 1 Dans le contexte actuel de financiarisation du capitalisme, d'appauvrissement, d'inégalités croissantes et de crise de la reproduction sociale, des voix et des revendications grondent pour que pour des changements aient lieu *ici et maintenant*, sans attendre un soulèvement général. Sous certaines conditions, le *pouvoir des sans-pouvoir* s'accroît. Les pratiques de l'économie solidaire (ES) participent de ce mouvement, sans pour autant échapper à la pression du système dominant et aux contradictions qu'il peut induire.
- 2 Pour appréhender de manière réaliste le potentiel transformatif des pratiques solidaires, il est nécessaire de repenser les notions de travail, d'économie et de politique depuis une perspective renouvelée et féministe de la reproduction sociale. Comme nous l'avons précisé au début de cet ouvrage, la reproduction sociale englobe

toutes les activités, les rapports sociaux et les institutions qui sont nécessaires à la reproduction et au maintien de la vie, aujourd'hui et pour les générations futures. Les pratiques solidaires constituent une réponse à la crise de la reproduction sociale, grâce à une organisation collective et démocratique qui permet de fournir les biens et les services nécessaires –alimentation saine, centres d'accueil infantiles, soins environnementaux, protection sociale, comme l'illustrent les exemples de cet ouvrage. Sur le plan théorique, ces pratiques constituent des espaces dans lesquels les personnes cherchent à construire de nouveaux rapports sociaux, qui ne soient ni de type domestique ni capitalistes mais basés sur des formes volontaires d'interdépendances et orientés par les valeurs d'égalité et de démocratie. Ces pratiques recouvrent des actions et des interrogations concrètes impliquant des prises de décision à travers des processus délibératifs, mais également des mobilisations, des résistances ou des actions publiques qui contribuent ainsi à repenser le politique. Ces initiatives rejoignent les préoccupations de nombreux mouvements féministes, convaincus que la lutte contre le système patriarcal et capitaliste exige de revoir la nature même de l'économie et du politique.

- 3 Les analyses féministes des pratiques concrètes de l'ES en Inde et en Amérique latine abordées dans cet ouvrage renouvellent les discussions sur l'économie, le travail des femmes, les rapports sociaux et la reproduction sociale, ainsi que sur le processus de constitution de sujets politiques et l'articulation avec l'Etat. Elles apportent un éclairage nouveau sur les conceptions de la solidarité et du territoire –un espace dans lequel les femmes marginalisées et les communautés locales sont confrontées à de graves menaces mais où, dans le même temps, leurs pratiques peuvent se déployer et expliciter les politiques concernant la vie au quotidien. Si les difficultés et les risques sont indubitables et qu'on ne peut a priori présumer d'aucun progrès définitif, les résistances des femmes des groupes de base constituent une voie clé pour construire des alternatives aux situations d'exploitation et de dévalorisation. Par le travail et les actions des femmes subalternes, le non-lieu de l'exclusion et de la périphérie peut devenir un territoire de lutte. Leurs pratiques émergentes peuvent reconstituer des formes d'organisation et de résistance combinant autonomie, communalité et territorialité, pour la défense de la vie et des droits. Les analyses présentées dans ce livre montrent également comment le fait de réaliser une analyse féministe critique des pratiques d'ES peut contribuer à renouveler l'action publique et les politiques pour la reproduction de la vie.
- 4 Nous avons soutenu dans notre introduction que *l'économie solidaire peut offrir des perspectives transformatrices et durables pour le changement social féministe, mais seulement si elle comporte une réorganisation de la reproduction sociale*. Cela implique de *construire de nouveaux rapports sociaux, qui ne soient ni de type domestique ni capitalistes mais basés sur la solidarité, la démocratie interne et la construction de réseaux d'acteurs et d'actrices et d'autres formes d'articulation et d'organisation collective*. Cela exige de *mettre l'égalité de genre, de classe, de race et de caste au premier plan des débats politiques*, à tous les niveaux, du foyer aux communautés, au marché et à l'État, ainsi que de transformer les valeurs patriarcales et racistes qui sous-tendent les rapports sociaux. Cela exige aussi de comprendre comment s'articulent les différentes formes d'économie : domestique, capitaliste, solidaire – une articulation qui explique le fonctionnement de *l'ensemble* du système.

- 5 Comment se positionnent les initiatives d'ES étudiées par rapport à l'organisation actuelle – et à la crise – de la reproduction sociale ? Dans ce contexte critique, dans quelle mesure suggèrent-elles des transformations des rapports de pouvoir inégaux dans les activités, dans les rapports sociaux et dans les institutions ? Certaines pratiques d'ES étudiées ici constituent des espaces dans lesquels la charge des activités de reproduction sociale est mieux reconnue ou revalorisée. Certaines études de cas montrent que les pratiques d'ES encouragent des changements dans la distribution et la valeur du travail de reproduction au sein des foyers. Certaines sont des espaces dans lesquels la répartition inégale de ce travail entre les familles, les associations, le marché et l'État est remise en question. D'autres offrent des lueurs d'espoir en tant qu'espaces où se construisent des rapports sociaux différents. Quand bien même elles font face à des limites liées au système, les organisations de femmes de base, fondées sur la solidarité, émergent comme des voies de résistance au capitalisme et de construction d'un système différent, plus égalitaire, féministe et durable. Malgré leurs singularités, toutes les études de cas présentées dans ce livre mettent en lumière des tendances et des processus communs. En nous appuyant sur les résultats de nos recherches, nous présentons ci-dessous certaines des conditions pertinentes en vertu desquelles ces changements offrent des pistes prometteuses ou risquent de ne pas aboutir. Cela ne signifie toutefois pas qu'il faille essayer d'identifier ce qui « fonctionne » et ce qui « ne fonctionne pas », partout et à tout moment. Les initiatives sont ancrées dans des trajectoires historiques et institutionnelles singulières. Les rapports de pouvoir genrés sont entremêlés à une multitude d'autres formes de pouvoir, qui varient fortement selon l'espace et le temps. Ce qui fonctionne ici peut ne pas fonctionner ailleurs. Ce qui a fonctionné hier peut ne pas fonctionner aujourd'hui ou demain. Ce que nous avons étudié ici correspond à des *processus* et non à des « bonnes pratiques ». Les voix et les expériences des femmes illustrent les complexités et les contradictions inhérentes aux pratiques de l'économie solidaire : pas de changements linéaires, mais des hauts et des bas ; pas de transformations faciles et définitives, mais un enchevêtrement d'efforts pour combattre le patriarcat, résister au capitalisme et progresser vers des vies meilleures ; des luttes sans fin, sans promesse de victoire. Comprendre pourquoi et comment elles peuvent ne pas réussir contribue à prendre au sérieux les alternatives possibles (Tilly 1990).

Travail des femmes et reproduction sociale : des réponses collectives face à une crise permanente

- 6 Notre recherche montre l'étendue de la crise de la reproduction sociale et l'ampleur énorme et concrète que celle-ci a sur le plan social, économique, mais aussi politique, environnemental et éthique. La crise a des effets divers mais aussi des caractéristiques récurrentes. Les études féministes ont montré depuis longtemps que la reproduction sociale est une question clé permettant de comprendre le développement capitaliste et la manière dont il prospère, grâce à la division sexuelle, sociale et raciale du travail et au maintien d'une économie domestique. Cette recherche montre que le travail non rémunéré, principalement effectué par des femmes subalternes, fonctionne comme un « amortisseur de choc » des conséquences des crises économiques, sociales et environnementales et qu'il continue à représenter une part massive et encore non reconnue de l'ensemble du travail. Dans les zones rurales, l'agriculture de subsistance

repose largement sur la petite agriculture familiale et en particulier sur le travail des paysannes ou des ouvrières agricoles salariées, qui sont confrontées à des difficultés croissantes et à un soutien souvent décroissant des politiques publiques. La migration temporaire urbaine ou transnationale de travailleurs et travailleuses généralement jeunes, qu'il s'agisse principalement d'hommes (dans le cas de la Bolivie par exemple) ou à la fois d'hommes et de femmes (dans le cas du Brésil ou du Tamil Nadu notamment) augmente la charge de travail des femmes vivant dans les zones rurales. Cela alimente en même temps l'économie urbaine. L'accès à certaines infrastructures de base et à des équipements « modernes » peut simplifier certaines tâches domestiques, mais cela crée également de nouvelles tâches, de nouvelles dépenses et de nouvelles contraintes. Celles-ci sont dues à la dépendance vis-à-vis du marché – qui apparaît parfois de manière extrêmement rapide en comparaison avec d'autres périodes historiques (voir chapitre 3, Changalpet) – ainsi qu'à la nécessité d'acquérir de nouvelles compétences (gestion du budget, éducation des enfants).

- 7 L'extractivisme sauvage et les autres causes indirectes de destruction des ressources minérales, végétales et hydriques pénalisent principalement les femmes subalternes (comme les femmes dalits de Changalpet ou les paysannes du Vale do Ribeira). Elles sont en effet plus dépendantes de ces ressources dans leur travail quotidien et les stratégies de survie dont elles sont tenues pour responsables. Les femmes sont exclues des processus de modernisation des secteurs de l'artisanat et elles n'ont plus accès à des activités et des ressources plus valorisées. Dans les zones urbaines, les femmes marginalisées sont particulièrement soumises à une combinaison de situations : faible offre d'emplois décents, conditions de logement et d'environnement précaires, longues distances à parcourir pour se rendre du domicile au travail, peu de moyens de transport, manque d'infrastructures et de services publics et niveaux élevés de violence. Le genre comme principe organisateur explique que les femmes se considèrent responsables de prendre soin – *care* – des domaines touchant à la vie quotidienne ainsi que des besoins des personnes proches dans ces espaces périphériques abandonnés et négligés.
- 8 Pour que la vie continue, les femmes résistent, se réunissent et expérimentent diverses formes d'initiatives collectives dans lesquelles elles mettent en commun le travail (par exemple, le *care* aux enfants, l'agriculture, la préparation des repas) et/ou des ressources (par exemple, le poisson, l'eau, le sable, les semences, la biodiversité, l'énergie, les connaissances). Outre ces activités, elles ré-imaginent également les rapports sociaux et les institutions nécessaires à la reproduction sociale, en dehors de la sphère du foyer et du marché. C'est l'un des résultats majeurs que nous voulons souligner. A cet égard, les pratiques abordées dans cet ouvrage présentent de nombreuses différences mais partagent cette caractéristique essentielle.
- 9 En effet, les femmes impliquées dans ces groupes luttent pour construire d'autres rapports sociaux afin de créer des modes d'organisation de la reproduction sociale plus justes et plus durables. Comme nous l'avons vu tout au long de cet ouvrage, ces initiatives remettent en question la division artificielle entre « production » et « reproduction sociale ». Elles élargissent le sens de la reproduction sociale à une vision plus englobante de la vie, à la fois humaine et non humaine. Elles traduisent cette vision en introduisant un certain degré de communalisation des activités de reproduction sociale, organisées selon des principes de démocratie interne. Certaines expérimentent des modes alternatifs d'appropriation du travail, qui à leur tour

nécessitent une revalorisation du travail des femmes dans son ensemble, que ce soit de manière quantitative ou symbolique. Elles ne revendiquent pas un principe économique dominant, que ce soit le marché, la redistribution, la réciprocité ou le *householding*. Comme dans toute forme de pratique économique, elles combinent ces différents principes mais elles tentent de les subordonner aux principes d'égalité et de démocratie. Les rapports sociaux qui émergent de ces expériences ne sont ni de type domestique, ni capitalistes, ni étatiques, mais basés sur la solidarité.

- 10 Ces groupes de solidarité ne sont pas nécessairement des espaces harmonieux, exempts de conflits, de rivalités et d'inégalités, que ce soit de genre, de classe, de race, de caste, de lieu ou d'âge. Ils offrent néanmoins un espace au sein duquel se construisent des rapports sociaux alternatifs, où le sens du travail se redéfinit et où l'articulation entre les rapports sociaux de type domestique et capitalistes est remise en question. Comme cela a été expliqué en début d'ouvrage, c'est en maintenant cette articulation entre rapports sociaux de type domestique et capitalistes que l'économie capitaliste mondiale continue de prospérer. Reconsidérer cette articulation exige que les rapports de genre soient remis en question et que les collectifs impliqués puissent travailler sans que le travail non rémunéré ne subsidie l'économie capitaliste. Cela demande encore que soient réunies d'autres conditions, énumérées ci-dessous.
- 11 Comme cela a été observé ailleurs (Kabeer *et al.* 2013), les femmes impliquées dans les groupes de solidarité luttent pour être reconnues – par les pouvoirs publics, parfois par les employeurs et au sein de leurs foyers et communautés – et pour obtenir des mesures de redistribution. Elles revendiquent un statut de travailleuses et un travail décent – protection sociale, salaires minimums – , elles exigent des politiques agricoles, une régulation des marchés, la préservation de l'environnement et des protections contre les violences envers les femmes. Dans toutes les initiatives décrites ici, des résultats concrets ont été obtenus en termes de législation et d'élaboration de politiques dans certains de ces domaines (voir le chapitre 2 pour un résumé). La portée des changements obtenus dépend notamment des alliances qui ont été construites avec des groupes similaires, avec des mouvements féministes ou de femmes, des mouvements sociaux, des syndicats ou avec des ONG, au niveau local, national ou transnational.
- 12 Leurs actions et leurs revendications impliquent une lutte constante pour *prendre conscience* du travail et/ou des ressources de reproduction sociale et pour en faire reconnaître la *valeur*. Le fait que les femmes travaillent en collectif et créent ainsi des espaces pour discuter de questions sensibles, entre elles et avec leurs allié-es, renforce ces processus de prise de conscience. Cela implique parfois une réflexion sur les rapports de pouvoir dans leur environnement social, notamment avec les hommes. Il peut s'agir des employeurs et de pouvoirs publics à différents niveaux, des organisations dominées par des hommes ou mixtes (syndicats, associations, mouvements sociaux). Comme l'illustrent divers cas, contester ouvertement les rapports intrafamiliaux est plus difficile, surtout lorsque « les familles [...] continuent d'être leur principale source de sécurité sociale et émotionnelle » (chapitre 5, Kerala). Contester les rapports de pouvoir est évidemment un processus de longue haleine. Certaines méthodologies illustrent le type d'actions qui contribuent à faire reconnaître la valeur du travail. Un exemple est donné par l'exercice de quantification de la valeur des productions agricoles – comme dans le cas des *carnets agroécologiques* au Brésil (chapitre 8). Cela peut également être le résultat de discussions collectives sur la valeur et la valorisation : quelle est la qualité de la nourriture, des sols, de l'eau ou des services

de soins et, plus largement, qu'est-ce qui constitue la qualité du travail et quel est le sens de la vie, à différents niveaux.

- 13 Ces collectifs sont également des tremplins vers des processus d'*empowerment*. Il peut s'agir de processus d'*empowerment* économique au sens substantif – des processus qui permettent aux femmes d'avoir davantage de pouvoir personnel et collectif dans tout ce qui touche à l'approvisionnement en biens et services nécessaires à la vie, que ce soit par des moyens monétaires et par l'économie de marché ou non. Mais il s'agit aussi et surtout de processus d'*empowerment* collectif, au niveau social et politique, dans lesquels les femmes se constituent elles-mêmes comme sujets de droits.
- 14 En même temps, ces initiatives se heurtent à une difficulté récurrente : la division sexuelle du travail est extrêmement difficile à remettre en question, que ce soit au niveau du foyer (comme le rappellent les cas indiens et bolivien), au niveau des organisations (comme le rappellent les cas des centres communautaires en Argentine ou les associations locales en Bolivie et au Brésil), ou au niveau global. Lorsque les pratiques de solidarité ne sont pas articulées avec des mouvements féministes et/ou une politisation de la reproduction sociale, les rapports de pouvoir restent difficiles à contester, le travail reproductif reste une contrainte empêchant d'atteindre l'égalité et les normes patriarcales en ressortent renforcées. Ces normes sont perpétuées par des États eux-mêmes éminemment patriarcaux (voir ci-dessous), une situation qui peut être renforcée par la montée de puissants gouvernements conservateurs (comme lorsque nous écrivons ces lignes, en 2020). En fin de compte, dans certains cas, l'*empowerment* (relatif), collectif et personnel, que les femmes obtiennent grâce à ces collectifs se fait toujours au détriment d'une surcharge de travail de reproduction sociale. Si une division sexuelle du travail non-contestée limite la participation des femmes aux espaces politiques, les femmes peuvent aussi utiliser délibérément leur « image maternelisée » dans leurs revendications car elles savent que c'est la seule façon d'atteindre leurs objectifs (chapitre 4, Bolivie). Ailleurs, comme au Vale do Ribeira (chapitre 8, Brésil), on peut observer certains changements dans la division sexuelle du travail, les hommes commençant à collaborer à la préparation des repas ou à s'occuper des jeunes enfants, permettant ainsi à leurs femmes de participer à des réunions et des activités collectives. Comme le dit une femme, « *ce ne sont pas seulement les hommes qui changent, nous changeons aussi* ». Dans le cas argentin (chapitre 6), la socialisation des questions liées au *care* est considérée par les femmes comme transformateur. En effet, même si les activités restent très stéréotypées selon le genre, le fait de réaliser et de gérer ces activités de manière collective constitue un changement. Dans ces initiatives d'économie solidaire, on peut donc observer simultanément une augmentation de la charge de travail reproductif des femmes et des changements dans le sens et la valeur donnés à ce travail.
- 15 Si nous observons l'émergence de nouveaux rapports sociaux, et même si des mesures législatives et/ou l'adoption de politiques spécifiques permettent d'obtenir des résultats structurels, en fin de compte, on ne peut pas parler d'une transformation radicale du capitalisme : le principal résultat de ces pratiques de solidarité est plutôt d'offrir des *possibilités de changement* à travers des espaces de résistance aux économies capitaliste et domestique. Ces espaces, articulés de diverses manières avec les économies capitaliste et domestique, offrent des opportunités dont le potentiel dépend de la volonté mais aussi des capacités à questionner ouvertement les rapports sociaux de reproduction et de subordination. Ces espaces sont plus ou moins solides : cela

dépend de la manière de comprendre les causes des problèmes, de vouloir changer la situation et des capacités de construire des changements, ainsi que des capacités à nouer des alliances avec d'autres groupes, organisations et mouvements. Quels que soient les résultats, ces expériences sont considérées par les femmes comme inestimables dans la mesure où elles permettent de libérer une compréhension collective de leurs droits et de la valeur de leur travail et de se constituer en tant que sujets politiques.

L'émergence des solidarités et la constitution de sujets politiques

- 16 Un deuxième résultat concerne les conditions qui permettent à ces initiatives d'émerger en tant que collectifs, ainsi que le rôle des solidarités dans ce processus. Les solidarités ne se forment pas dans le vide. Elles sont le résultat d'un processus progressif, souvent chaotique et encore fragile, que tous les chapitres sur les études de cas décrivent en détail. « La solidarité entre les femmes n'est pas quelque chose que l'on peut considérer comme acquis, c'est un processus qui s'explique par la collectivisation du *care* et par la participation des organisations aux réunions régionales et nationales des femmes » (chapitre 5, Kerala). « La solidarité n'est pas seulement une « valeur » adoptée ou défendue par les agricultrices (pauvres) mais plutôt le résultat d'actions concrètes et des règles créées au cours de ces actions » (chapitre 8, Brésil). La construction d'une cause commune et d'identités collectives est ici centrale. Plusieurs facteurs s'avèrent déterminants :
- 17 - *Territoire*. Nous utilisons le terme de territoire dans son sens large, comme un espace à la fois concret et symbolique. Le territoire est un espace qui incarne les interdépendances matérielles, les relations familiales, la mémoire et la culture, les relations affectives et spirituelles (Escobar 2008). Comme l'illustrent nos études de cas, les territoires sont devenus un aspect significatif des actions des mouvements sociaux. La crise de la reproduction sociale est aussi une crise des territoires, menacés dans leur propre reproduction, que ce soit par l'épuisement des ressources écosystémiques et minérales, l'extractivisme, les migrations, le manque d'infrastructures, la violence, la disparition des identités collectives ou les nouvelles menaces sur les droits collectifs (comme dans les communautés *quilombolas* et indigènes au Brésil). Les femmes, surtout parce qu'elles sont, du fait de la construction sociale du genre, moins mobiles (comme en Inde ou en Bolivie) ou rattachées à un lieu (dépendant des réseaux sociaux qu'elles ont construits dans leurs quartiers périphériques pour survivre, comme dans le cas argentin), ou parce qu'elles ont intériorisé qu'elles sont censées assurer la reproduction de la force de travail dans l'environnement immédiat, sont plus préoccupées par les menaces qui pèsent sur la survie de leurs territoires. Plusieurs cas étudiés ici montrent que ces initiatives se basent sur un sentiment d'appartenance à un territoire particulier, dont elles défendent l'existence et la durabilité et ses ressources humaines, sociales ou environnementales. Dans certains cas, des groupes de femmes marginalisées tentent de se connecter lors de ces processus, par lesquels elles se constituent comme des sujets politiques capables de redéfinir le territoire et d'impulser des rapports sociaux différents, plus inclusifs et égalitaires. Le territoire constitue en ce sens la base de la construction des solidarités, d'un nouveau sujet politique collectif. Cependant, ces processus ne sont bien sûr pas automatiques car les menaces qui pèsent sur le territoire

peuvent aussi renforcer les hiérarchies locales, surtout lorsque ces hiérarchies sont également associées à des formes de protection.

- 18 - *Dynamiques de différenciation sociale*. Outre le partage d'un territoire, les femmes ont de multiples identités collectives, à la fois héritées ou acquises, qui se croisent et se renforcent mutuellement. La construction de formes volontaires de solidarité est liée à des formes préexistantes d'identités collectives et de solidarité basées sur le voisinage et l'expérience professionnelle, mais aussi sur la parenté, la caste, l'ethnicité ou la religion. Si la plupart des initiatives sont façonnées par des identités partagées spécifiques, il est intéressant de noter que certaines d'entre elles jettent également des ponts, parfois de manière très pragmatique, pour favoriser les alliances entre diverses identités collectives (voir le cas des femmes vendeuses de poisson à Udupi, en Inde, chapitre 7). Cela élargit les solidarités, confère une légitimité et aide ensuite à atteindre les objectifs des associations de solidarité. Dans le contexte indien, où la caste reste une institution organisatrice très puissante, la plupart des collectifs ont réussi à forger des relations de solidarité qui transcendent l'appartenance à une caste et cela mérite d'être souligné. Lorsque ce n'est pas le cas, le fait même que des femmes non-dalits (et des hommes) permettent à des femmes dalits de se mobiliser pour une cause qui menace directement la hiérarchie des castes est déjà une réussite significative (chapitre 3).
- 19 - *Construction d'une cause commune*. Les identités collectives et l'appartenance au territoire se construisent autour de causes communes. Nous avons observé que celles-ci se tissent autour de trois grands enjeux : (i) le fait que les femmes reconnaissent collectivement qu'elles sont opprimées – ou du moins qu'elles reconnaissent une des multiples facettes de cette oppression – et qu'elles en fassent l'expérience collective ; (ii) le fait qu'une volonté de changement et de lutte s'éveille ; (iii) le fait qu'elles définissent et construisent des capacités pour mener des changements concrets. Les femmes deviennent féministes en créant des connections politiques avec d'autres femmes et avec leurs expériences, en réalisant une analyse politique et critique de leurs problèmes personnels concrets et de leur mondes vécus et en essayant de construire des solutions collectives et politiques (voir aussi Narayan 1997). Elles reconnaissent une cause commune, qu'il s'agisse d'améliorer leurs conditions de travail et de vie pour les femmes travaillant dans le secteur du *care* dans l'économie informelle (chapitre 5, Kerala), de « défendre leur identité avec fierté », pour les travailleuses manuelles du Tamil Nadu (Kalpana 2021), de « continuer à mettre de la nourriture sur la table », pour les vendeuses de poissons à Udupi (chapitre 7), de défendre une vision féministe de l'agroécologie, pour les paysannes de Vale do Ribeira (chapitre 8, Brésil) ou pour la communauté de travailleuses dans le *care* à Buenos Aires de revendiquer un statut d'« éducatrices » ou d'« agents communautaires » et non de « mères attentionnées » (chapitre 6). Leurs capacités à construire une cause commune et des identités collectives à partir de subjectivités individuelles transforme leur expérience en une expérience politique et féministe, même si ce terme n'est pas toujours utilisé. C'est véritablement cette cause commune qui permet de transcender les différenciations préexistantes telles que la caste (chapitres 4, Tamil Nadu, 6, Kerala, 8, Udupi). C'est cette cause commune qui permet de créer une solidarité entre des classes sociales distinctes mais aussi entre les villes et les campagnes. C'est par exemple le cas des groupes urbains de « consommation responsable », constitués par des travailleurs et travailleuses de la périphérie urbaine de São Paulo qui achètent les produits des groupes de femmes paysannes à des prix équitables (chapitre 8). La force et l'objectif des associations de solidarité peuvent être déterminés par les capacités des femmes à

atteindre ce niveau de conscience collective. Bien entendu, tous les facteurs nécessaires pour atteindre ce stade de conscience collective ne sont pas toujours réunis. Par exemple, dans le cas bolivien, pour différentes raisons (chapitre 4), la dénonciation de la violence domestique lors des discussions dans les initiatives d'ES menées par femmes ne se transforme pas en action collective, les femmes ne se reconnaissent pas comme des sujets de droits et ne considèrent pas les questions privées comme des questions structurelles qui les affectent du fait d'être femmes. Un des principaux résultats de cette recherche a été de comprendre que les *méthodologies* utilisées pour construire des alliances stratégiques entre les groupes de solidarité menés par des femmes et les mouvements sociaux, et en particulier des mouvements féministes, sont essentielles. Ce sont ces méthodologies qui permettent de construire des subjectivités politiques et de réaliser des transformations politiques qui aillent du bas vers le haut (voir ci-dessous).

- 20 - *Pratiques délibératives*. Les initiatives d'ES sont des espaces dans lesquels les femmes peuvent s'exprimer librement au sujet des contraintes qu'elles subissent, discuter de questions sensibles et imaginer collectivement les horizons du possible. Cela nécessite des formes particulières d'organisation collective et des rapports de pouvoir différents, avec une attention particulière portée à l'horizontalité et à la démocratie interne. Ces espaces informels jouent le rôle de ce que Nancy Fraser qualifie de « contre-publics subalternes » (Fraser 1990). Les processus de délibération aident à construire des idées et des propositions collectives et à politiser des questions considérées comme privées. En les menant dans des espaces de négociation plus larges, avec des institutions et à différents niveaux (employeurs individuels, municipalités, préfectures ou districts mais aussi ministères, syndicats ou coopératives dominés par des hommes, organisations internationales), elles s'avèrent essentielles pour transformer les collectifs en véhicules de changement structurel et institutionnel.
- 21 - *L'aspect émotionnel des mobilisations*. Les initiatives de femmes dans l'ES constituent des espaces dans lesquels des émotions et des affects négatifs – comme l'anxiété, la peur ou la colère et les pleurs –, de même que des émotions et des affects positifs – la joie d'être ensemble, le fait de rire, danser, le sentiment d'être belles, la libération des corps – peuvent s'exprimer. Ces émotions contribuent toutes à la libération de la parole et à l'acquisition d'une conscience critique. Elles permettent de sentir plus de force et de soutien mutuel, d'éveiller la prise de conscience, de faire entendre des revendications et de donner forme aux mobilisations, de se constituer en tant que sujet de droit. Elles font partie du monde vécu au sens de Jürgen Habermas (1997) : une rationalité communicative s'y déploie et la résistance à la colonisation s'y construit subjectivement. Les études de cas au Tamil Nadu et au Vale do Ribeira, au Karnataka ou à Buenos Aires illustrent bien cette dimension – une dimension qui est particulièrement valorisée dans les études féministes ou par les chercheur-es travaillant avec des méthodologies de recherche-action participative.
- 22 - *Alliances stratégiques*. Les initiatives d'ES dépendent énormément des alliances qui sont construites avec les mouvements sociaux et féministes, les syndicats, les ONG, les partis politiques, les chercheur-es, au niveau local et international et ce pour au moins deux raisons principales. Premièrement, lorsque les luttes sont fragmentées ou que les populations locales sont hétérogènes, travailler avec des entités extérieures permet de réunir des causes diverses voire divergentes – au moins partiellement – et de surmonter certaines divisions (Kabeer *et al.* 2013). Sans nécessairement intégrer ces entités, cela permet de se connecter en respectant la pluralité des causes. En ce sens, le

recours à des tiers (ONG, syndicats, « incubateurs », universités, etc.) est inhérent au modèle de démocratie radicale et plurielle. Deuxièmement, pour pouvoir réaliser des actions publiques et exercer une pression politique, il est nécessaire de construire des alliances plus larges qui permettent d'avoir une influence et un certain pouvoir. L'étude de cas au Brésil illustre l'importance de ce deuxième facteur, mais aussi la difficulté de le mettre en pratique et de pérenniser les résultats. Sous les gouvernements de Lula da Silva et de Dilma Rousseff (2003 à 2016), du Parti des Travailleurs au Brésil, des collectifs de femmes rurales actifs à différents niveaux se sont alliés avec des mouvements et des ONG féministes, ainsi qu'avec des mouvements ruraux. Ces alliances leur ont permis d'obtenir des politiques de soutien sans précédent. Néanmoins, celles-ci ont été obtenues au prix de fortes résistances au sein du mouvement agroécologique et des organisations d'agriculture familiales et elles ont disparu lorsque ces gouvernements ont pris fin. Afin de respecter et de valoriser les voix, les connaissances et les priorités des femmes, ces deux types d'alliances nécessitent des efforts de négociation constants et l'utilisation tactique de partenariats publics (Chatterjee 2015). Les alliances avec des hommes engagés sont également cruciales mais elles ne sont pas exemptes de difficultés (voir chapitre 2).

- 23 Même si la solidarité est un moteur de ces initiatives, celles-ci ne sont pas nécessairement emblématiques, pas plus que des « meilleures pratiques » de ce qui est typiquement considéré comme « l'économie solidaire » par les experts et les décideurs (voir ci-dessous le biais de genre des politiques en matière d'ES). En outre, le terme d'« économie solidaire » n'est pas couramment utilisé dans certains contextes (en particulier dans les pays de langue dominante anglo-saxonne) ou est utilisé d'une manière biaisée et aveugle au genre. Dans quelle mesure devrions-nous alors continuer à utiliser cette expression ? Même si le terme de *solidarité* peut, lorsqu'il n'est pas précisément défini, sembler ambigu, naïf ou flou, nous proposons de le garder rattaché au terme d'*économie* car il révèle certains aspects de l'organisation, des rapports sociaux, des valeurs et des visions qui sont considérés comme importants au sein des pratiques collectives des femmes que nous avons étudiées. Bien qu'un autre mot – émique et peut-être meilleur – puisse surgir un jour, la solidarité est utile pour exprimer l'effervescence de ce mouvement bouillonnant et sa capacité à construire des rapports et un mode d'appropriation du travail des femmes qui ne soient pas basés sur l'exploitation, qu'elle soit domestique ou capitaliste. Même si les femmes ne sortent peut-être pas victorieuses de leur recherche de rapports sociaux plus égalitaires et alternatifs au capitalisme, ou même si elles ne font peut-être que soigner les effets destructeurs du capitalisme, leurs expériences dans la construction de ces espaces animés par la solidarité sont inestimables.

La relation paradoxale avec l'État

- 24 Les collectifs que nous avons étudiés sont tous en lutte constante avec l'État. Ils consacrent des efforts continus pour faire pression sur les gouvernements – du niveau local au niveau national – afin qu'ils remplissent leurs obligations en matière de protection des droits et des moyens de subsistance de la population. Ce processus est réalisé grâce à des intermédiaires, tels que les organisations non gouvernementales ou les syndicats et grâce à des alliances plus larges, notamment avec les mouvements sociaux, féministes, agroécologiques, les mouvements de femmes travailleuses ; par des

négociations directes et/ou par des démonstrations de rue, des marches et des manifestations, des rencontres. Dans certaines conditions, les initiatives de solidarité peuvent jouer un rôle important, interpellant l'Etat et contribuant à définir les politiques publiques. Comme les États sont toujours des entités complexes, multiples et à plusieurs niveaux, ces initiatives peuvent réussir à obtenir certaines de leurs revendications et échouer dans d'autres. En explorant les multiples stratégies et articulations entre les initiatives de solidarité et les États, nous arrivons à diverses conclusions. Certaines sont plutôt générales et renvoient aux rapports généralement difficiles entre la société civile et l'Etat, d'autres sont plus spécifiques aux groupes de femmes et à la question de la reproduction sociale.

- 25 - Au-delà de la gestion des communs et malgré le lobbying pour de nouvelles lois et de nouveaux dispositifs, *dans ces initiatives de solidarité beaucoup de temps et d'énergie sont investis pour exiger de l'Etat qu'il assume ses responsabilités, c'est-à-dire pour que l'information soit transmise, que les programmes publics soient effectivement mis en œuvre ou que les infrastructures fonctionnent. Lorsque l'État assure sa part de couverture de la reproduction sociale, la complexité des mesures, leur opacité et les multiples dysfonctionnements des services nécessitent un travail spécifique, majoritairement fourni par les femmes et le plus souvent non rémunéré et non reconnu. Exiger de l'État qu'il joue son rôle dans la reproduction sociale est considéré comme une forme de responsabilité qui incomberait socialement aux femmes et fait partie intégrante de leur travail de reproduction sociale. Lorsque certaines fonctions ont été déléguées par l'État à des organisations du tiers secteur (organisations communautaires, ONG, fondations, églises, voire entreprises sociales) ou sont de facto assumées par celles-ci, le travail des femmes s'étend à ces organisations. Dans les syndicats dirigés par des femmes au Tamil Nadu, certaines dirigeantes estiment qu'elles ont consacré au moins la moitié de leur temps et de leur énergie à la mise en place de programmes de protection sociale pour les travailleuses au sein des conseils d'administration (Kalpana 2021). D'autres études de cas insistent également sur ce rôle incessant et chronophage de médiation avec l'Etat, que Kaveri Thara décrit comme un « travail politique » (Thara, à paraître).*
- 26 - En même temps, *les initiatives de solidarité ont désespérément besoin de l'État, de différentes manières. Par exemple, en Argentine, le financement public des travailleuses communautaires impliquées dans les organisations de garde d'enfants est une condition de leur existence. Les programmes publics d'achat pour l'agriculture familiale au Brésil sont une condition de sa survie, et la Bolsa Familia est essentielle pour assurer des revenus minimaux, même si ce type de programmes comporte un biais maternaliste (Hainard, Verschuur 2005 ; Destremau, Georges, 2017). Les droits sociaux des femmes travaillant dans le secteur de la pêche à Udupi dépendent de l'État et sont nécessaires à la pérennité de leurs activités économiques en période de mousson. Si dans certains contextes, notamment en Inde, les initiatives évitent ou limitent toute forme de subvention afin de préserver leur autonomie (Chatterjee 2015 ; voir également le chapitre 3, Changalpet), les marchés publics ou les licences d'exploitation, les salaires minimums et les mesures de protection sociale sont indispensables à la durabilité de ces initiatives. Cette dépendance est une source permanente de fragilité.*
- 27 - *Le biais de genre et le biais productiviste des lois et programmes d'économie sociale et solidaire. Lorsqu'elles existent (ou existaient) (comme en Bolivie, au Brésil et en Argentine), les politiques publiques et la reconnaissance juridique de l'ES sont conçues de manière*

étroite. L'ES se focalise ainsi sur les organisations productives (coopératives, certaines associations, entreprises sociales) et soutient principalement les aspects qui ont trait à la durabilité financière et à la gestion entrepreneuriale. Or ces caractéristiques ne s'appliquent pas aux initiatives d'ES qui visent à transformer les rapports sociaux dans une perspective féministe. Cette conception étroite se caractérise par un « biais productif » qui place les activités de reproduction au second plan par rapport à celles axées sur la création d'emplois et la rentabilité financière. Dans leur forme actuelle, et cela fait écho aux observations dans d'autres parties du monde (voir par exemple Guérin, Hersent et Fraisse 2011), les politiques d'ES sont le plus souvent difficilement compatibles avec un agenda politique féministe.

- 28 - *Le lien entre l'État et le capital privé est un obstacle parfois insurmontable, qui condamne souvent à l'échec les femmes engagées dans la gestion commune des ressources. Dans le cas de Changanpet au Tamil Nadu par exemple, alors que les femmes avaient obtenu de l'État qu'il réglemente l'extraction du sable, il s'est avéré que la réglementation étatique a renforcé le pillage des ressources naturelles en raison des forts liens mafieux entre l'État et le capital privé (chapitre 3, Changanpet).*
- 29 - *Les États sont, fondamentalement, des États patriarcaux. L'attention limitée accordée par les politiques publiques aux questions de reproduction sociale reflète le biais structurel profondément ancré dans les sociétés capitalistes qui considère le travail des femmes comme un service à la communauté plutôt que comme un travail. Comme les analyses féministes l'ont montré depuis longtemps, les politiques publiques sont souvent paternalistes et fondées sur une vision genrée du monde. En tant que telles, elles réaffirment les hiérarchies dans l'organisation des activités (re)productives qui caractérisent les sociétés capitalistes et maintiennent les normes de genre existantes. Les études de cas présentées ici ne font pas exception et, si des changements ne sont pas apportés par des organisations féministes comme en Argentine ou au Brésil, les politiques publiques renforcent encore ces approches maternalistes. Même les gouvernements progressistes ont montré ces biais productifs et patriarcaux, ces logiques clientélistes, ces cooptations et ces alliances avec des intérêts corporatifs. Cependant, les changements politiques observés dans les pays dans lesquels nos études de cas sont basées, désormais dirigés par des gouvernements conservateurs – sauf récemment l'Argentine et la Bolivie –, ont un impact négatif sur les initiatives d'ES, en raison de la suppression des subventions publiques et des mesures de protection sociale.*
- 30 *Dans ces scénarios contradictoires et complexes, les initiatives étudiées entretiennent avec l'État des liens qui font l'objet de tensions et de négociations constantes, y compris dans les cas de gouvernements considérés comme progressistes. Bien que l'on observe une myriade d'initiatives qui *bouillonnent* et se multiplient de manière autonome et créative, le manque de soutien étatique et le biais productiviste dans la conceptualisation de l'ES peut les rendre aussi fragiles que des bulles de savon. Ce qui est clair est que l'État ne remplit pas les fonctions qui sont de sa responsabilité dans la fourniture de tous les services, moyens et infrastructures nécessaires à la reproduction sociale. Il est nécessaire de continuer à exiger de l'État qu'il assume les responsabilités qui sont les siennes, car celles-ci ne devraient pas reposer uniquement sur les familles, associations ou initiatives d'ES sans que celles-ci ne soient dûment reconnues et récompensées. Dans le même temps, certaines politiques publiques mises en place, en tentant de répliquer les initiatives d'ES, courent le risque permanent que celles-ci*

soient cooptées ou exploitées, s'estompent ou s'épuisent, et en définitive qu'elles perdent leur *raison d'être*. Lorsque les initiatives parviennent à résister à l'épreuve du temps, rester fidèle à leurs objectifs initiaux est une lutte quotidienne. L'évolution des cuisines péruviennes (Anderson 2015) et des groupes d'entraide indiens et kenyans (Sudarshan 2015 ; Johnson 2015) révèle des similitudes frappantes, caractérisées par la collaboration, la confrontation et la cooptation par différentes entités ou réseaux, qu'il s'agisse des autorités publiques, de partis politiques ou d'entités religieuses.

- 31 Nos conclusions suggèrent que les voies pour sortir de la fragilité et amplifier le mouvement reposent sur la *connexion de ces multiples initiatives*, en préservant leur autonomie qui pourrait être renforcée par des alliances avec des organisations gouvernementales ou non gouvernementales, du moment qu'elles ne sont pas cooptées par celles-ci. Cela demande des environnements politiques qui permettent la constitution de réseaux et de champs discursifs qui soutiennent l'articulation de ces initiatives dispersées. Cela demande également de reconnaître la nécessité de réorganiser la reproduction sociale. Les ONG féministes et de solidarité peuvent être des points nodaux (Alvarez 2009) à travers lesquels ces champs dispersés s'articulent et qui maintiennent ces connexions.
- 32 Dans ces pratiques collectives, les femmes subalternes se constituent en tant que sujets « faisant l'histoire » (*making history*), montrant ainsi le pouvoir des sans-pouvoir, bien que ces processus puissent être considérés comme insignifiants ou éphémères. Dans ces processus, elles contribuent à redéfinir le sens du travail, à construire des rapports sociaux basés sur la solidarité et à lutter contre leur subordination. Elles construisent des espaces de résistance au capitalisme financier et à ses effets dévastateurs sur l'environnement, les corps, les territoires, le tissu social, l'économie et le politique. Ce sont des espaces dans lesquels les rapports sociaux de reproduction peuvent être contestés de manière à ne pas reproduire les inégalités de genre, de classe, de race, de caste. Même s'ils ne réussissent pas à changer le système économique et politique, même s'ils rencontrent de multiples résistances, si leurs trajectoires sont parfois chaotiques et leurs résultats ambivalents, ces espaces constituent des voies pour débloquer les imaginaires. Ce sont des expériences valorisées, où les sans-pouvoir consolident et élargissent leurs espaces de résistance, où les rapports de genre peuvent être remis en question et où la reproduction sociale peut être repensée, réorganisée et revalorisée.

AUTEURS

ISABELLE GUÉRIN

Isabelle Guérin est socio-économiste et directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD-CESSMA, Centre d'études en sciences sociales sur les mondes américains, africains et asiatiques). Ses travaux actuels portent sur la financiarisation des économies nationales. Elle étudie comment la financiarisation engendre de nouvelles formes d'inégalités et

de domination, mais aussi des initiatives alternatives et solidaires. En 2019-2020, elle a été membre de la *School of Social Sciences* de l'*Institute for Advanced Study* (Princeton).

ISABELLE HILLENKAMP

Isabelle Hillenkamp est socio-économiste et chercheuse à l'Institut de recherche pour le développement France (IRD-CESSMA, Centre d'études en sciences sociales sur les mondes américains, africains et asiatiques). Ses recherches portent sur l'économie populaire et solidaire dans une perspective de genre. Elle a mené des recherches au Mexique, en Bolivie et au Brésil.

CHRISTINE VERSCHUUR

Christine Verschuur est anthropologue, enseignante-chercheuse à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, département d'anthropologie et de sociologie / Centre genre. Ses recherches portent notamment sur la reproduction sociale, l'agroécologie, les organisations paysannes et l'économie solidaire. Elle a été chercheuse principale et coordinatrice du projet de recherche « Analyse féministe des pratiques de l'économie sociale et solidaire : regards depuis l'Amérique latine et l'Inde » (2015-2018) financé par le SNIS (Réseau suisse d'études internationales), qui a donné lieu au présent ouvrage.